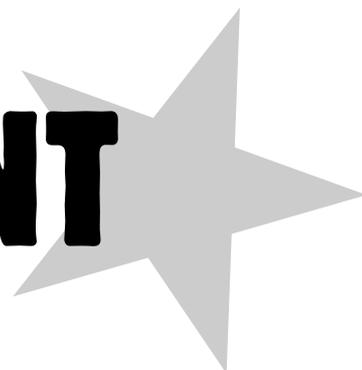


**ÉLECTIONS 2007****LE CHANGEMENT  
S'IMPOSERA  
PAR LES LUTTES****PARCE QUE LA « DÉMOCRATIE PARLEMENTAIRE »  
EST UNE FAÇADE DE DÉMOCRATIE**

Les grand-e-s capitalistes détiennent l'essentiel du pouvoir économique, donc l'essentiel du pouvoir. Leur pouvoir est héréditaire et arbitraire. Ce système est en fait une *aristocratie patronale*.

**PARCE QUE LE SYSTÈME EST EN CRISE,  
ET QU'IL EST TEMPS D'EN CHANGER**

Comme les élections passent sans que rien ne change fondamentalement, les institutions « démocratiques » sont entrées dans une crise de représentativité et de légitimité qui se traduit par une abstention systématiquement massive aux élections. Il est dérisoire de cautionner un système à bout de souffle en y participant.

**PARCE QUE LES LUTTES SOCIALES SONT LA SEULE VOIE  
DE TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ**

Même quand des candidates ou des candidats se proclament « à gauche vraiment », leur candidature ne sert généralement qu'à donner une caution « pluraliste » à un système verrouillé. Même s'ils et elles parviennent au pouvoir, leur action est annihilée par les lois du marché. Historiquement, ce sont les luttes et les mouvements sociaux qui ont permis des conquêtes significatives.

**PARCE QUE SEUL UN PROJET ANTICAPITALISTE  
EST PORTEUR D'ESPOIR**

Sans mouvements sociaux forts, pas de possibilité de transformer la société. Mais sans projet de société alternatif au capitalisme, pas de possibilité de convergence de luttes éparées.

**Qui sommes-nous ?**

Nous sommes **communistes libertaires**. Actifs et actives dans les entreprises, les quartiers, les lycées, les universités.

**Pourquoi communistes ?**

Rien à voir avec l'ex-URSS. Nous l'entendons dans un sens anticapitaliste, pour l'abolition des privilèges et la redistribution des richesses.

**Pourquoi libertaires ?**

Pour un système économique et politique reposant sur l'auto-gestion socialiste et la démocratie directe. Pour une production maîtrisée collectivement, motivée par les besoins des populations et non par la recherche du profit financier d'une minorité.

**Et la révolution ?**

Nous n'attendons pas le Grand Soir pour agir, nous voulons gagner par la lutte de nouvelles avancées sociales. Mais nous considérons que nous ne pourrions changer réellement la société qu'en renversant le capitalisme.

# s'auto-organiser, lutter C'EST ÇA QUI CHANGERA LA SOCIÉTÉ !



**Face à la gauche gouvernementale qui n'aspire qu'à gérer le capitalisme, et nullement à changer la société, il existe aujourd'hui une « gauche de la rue » déconnectée des calculs politiques et électoraux. C'est d'elle que peut venir l'espoir.**

L'alternance gauche/droite au pouvoir masque la continuité de politiques qui aggravent d'années en années les conditions de vie et bafouent la dignité de millions d'hommes et de femmes. Il est illusoire de penser qu'une alternative progressiste est possible dans le cadre des institutions actuelles. La politique antisociale menée par la gauche depuis 1981 est là pour nous le rappeler.

Il n'y aura pas de transformation sociale sans le développement des luttes des travailleuses et des travailleurs, des chômeuses, des chômeurs et de la jeunesse. Réduction du temps de travail, congés payés, protection sociale, droits syndicaux : voilà des avancées sociales chèrement gagnées au fil de l'histoire par un rapport de force dans les entreprises et dans la rue.

Les classes populaires peuvent redevenir actrices et décideuses. Il y a urgence à ce que nous soyons toujours plus nombreuses et nombreux à participer aux mouvements sociaux, aux grèves, au syndicalisme, aux associations de lutte... Il faut donner la priorité à la mobilisation sociale, au débat et à l'action collective.

Dans les grandes grèves de 1995 et

2003 ou dans le mouvement de 2006 contre le CPE et la précarité, des centaines de milliers de personnes ont expérimenté l'autogestion de la lutte, les assemblées générales, le pouvoir à la base. C'est l'embryon d'une possible démocratie directe, différente du système politique actuel dans lequel les citoyennes et citoyens donnent un chèque en blanc à des élu-e-s qui, une fois installé-e-s au pouvoir trahissent systématiquement leurs promesses.

## **DÉVELOPPER ET UNIFIER LES LUTTES, POUR UN FRONT SOCIAL**

Une sorte de « gauche de la rue » existe aujourd'hui. Une gauche authentique, sincère, entière, dénuée de calculs politiques et électoraux : c'est la gauche des syndicats combattifs, des mouvements sociaux, féministes, antiracistes, de la jeunesse, des travailleuses et travailleurs en lutte contre la marchandisation de la société, les privatisations, les licenciements, les délocalisations, la précarité, les discriminations et les exclusions.

Cette « gauche de la rue » s'oppose en tout point à la gauche gouvernementale qui n'aspire qu'à gérer le

capitalisme, et nullement à changer la société.

Pour que cette « gauche de la rue » donne de la voix, il faut impulser des mobilisations sociales, les fédérer, organiser une riposte globale du monde du travail et de la jeunesse aux attaques libérales. Pour peser politiquement, cette « gauche de la rue » aux contours encore flous devrait se constituer en un Front social opposé au libéralisme et aux institutions actuelles, taillées sur mesure pour sauvegarder les privilèges des plus riches.

L'urgence aujourd'hui c'est l'émergence de ce Front social pour porter une plate-forme revendicative unifiant l'ensemble des mouvements de ces dernières années. Agissant hors du terrain institutionnel et politique, il aurait comme stratégie centrale de gagner, par le rapport de forces, des avancées sociales dans les entreprises, dans les quartiers, dans les services publics, dans la société. Seule l'existence de ce Front social peut permettre de rendre crédible une alternative anticapitaliste.

Faisant le choix du boycott des institutions républicaines, Alternative libertaire ne donne aucune consigne de vote ni au premier ni au second tour de la présidentielle, ni aux législatives. En politique, l'essentiel ne se joue pas dans les élections, mais dans les luttes sociales. Ce sont les mobilisations sociales qui comptent.

**SOUVENEZ-VOUS C'ÉTAIT HIER...**

**JUIN 1936** La grande vague de grèves qui secoue toute la France obtient de nombreuses hausses de salaires, des droits syndicaux et la création des congés payés. Le patronat et la majorité

gouvernementale dite de « Front populaire » (PS+PCF+centristes), épouvantés à l'idée que les grèves débouchent sur une révolution anticapitaliste, s'efforcent de faire reprendre le travail au plus vite.

**MAI 1968** La plus importante grève générale qu'ait traversé le pays permet l'obtention de nombreuses avancées sociales. Le PCF s'efforce de freiner au maximum les grèves.

# anticapitalisme, autogestion, démocratie directe : OUI, UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE

Non, le capitalisme n'est pas l'horizon indépassable de la société.

Non la « démocratie » indirecte n'est pas « le meilleur système possible ».

Pour passer de la résistance au libéralisme à un véritable changement de société, il faut développer les luttes sociales, des travailleuses et des travailleurs, des jeunes, des chômeuses et des chômeurs... mais il faut également un **projet de société alternatif** à la société que nous subissons aujourd'hui.

Ce projet de société doit tirer le bilan de l'échec du capitalisme comme du communisme stalinien, qui n'ont jamais apporté l'émancipation, la liberté, la justice sociale.

Dissipons tout de suite un possible malentendu : **il ne peut y avoir de démocratie authentique dans le cad-**

**re du capitalisme.** Pourquoi ? Parce que le capitalisme place le champ économique « hors démocratie », entre les mains du marché, et en possession d'une minorité privilégiée, non élue, au pouvoir héréditaire. Il ne peut y avoir de démocratie que contre le capitalisme.

**AUJOURD'HUI** Les principaux moyens de production et de distribution sont la propriété d'une petite fraction du grand patronat : celle qui est au hit-parade du CAC 40, ou à la direction du Medef.



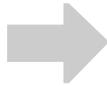
**DEMAIN** Ces moyens de production et de distribution leur seraient retirés pour être confiés à la gestion directe des travailleuses et des travailleurs organisés en assemblées d'entreprises, qui en feraient un bien meilleur usage.

**AUJOURD'HUI** Les entreprises, qu'elles soient privées ou étatiques, fonctionnent comme de véritables monarchies où les salarié(e)s sont exclu(e)s de tout pouvoir de décision.



**DEMAIN** L'ensemble des activités économiques serait géré par les assemblées d'entreprises et les conseils de communes. Il s'agirait bien d'autogestion, et non d'une étatisation comme ce fut le cas en URSS.

**AUJOURD'HUI** Ce sont les marchés et les États qui décident tout : inégalités sociales abyssales, surproduction d'un côté, chômage de masse de l'autre, fuite en avant dans la destruction de la planète. Les peuples subissent ces décisions.



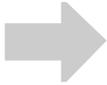
**DEMAIN** Les grands choix économiques dépendraient de choix démocratiques : l'organisation et la distribution du travail (baisse du temps de travail et extinction du chômage), production et répartition égalitaire des richesses produites, attribution des revenus, etc.

**AUJOURD'HUI** L'économie a pour but de dégager des profits financiers pour une minorité de patrons et d'actionnaires. Un bien ou un service utiles mais non rentables ne sont pas censés être produits.



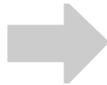
**DEMAIN** L'économie devrait se fixer un objectif radicalement différent : trouver l'équilibre entre la satisfaction des besoins des populations, les capacités de production et la préservation de l'éco-système.

**AUJOURD'HUI** Le capitalisme véhicule une idéologie de compétition et de domination qui attise le racisme et le sexisme. Et le système profite de la division ainsi créée chez les salarié(e)s.



**DEMAIN** Le racisme et le sexisme ne disparaîtront malheureusement pas avec le capitalisme. Mais la sécurité économique et l'égalité sociale faciliteraient le combat contre les discriminations, les préjugés et les superstitions.

**AUJOURD'HUI** L'État est une parodie démocratique, qui protège les privilèges des possédantes et des possédants. Il est essentiellement un pouvoir séparé de la société. Il engendre l'existence d'une caste de politiciennes et politiciens professionnels, organiquement liée aux élites patronales et financières, et qui défend leurs intérêts.



**DEMAIN** Il serait remplacé par une démocratie authentique, ancrée dans la société parce que directe, fédéraliste et autogestionnaire. La décentralisation des pouvoirs politiques et économiques, la démocratie de base appliquée à tous les échelons de la société feraient disparaître les castes décideuses que sont le patronat et la classe politique professionnelle.

Lisez le *Manifeste pour une Alternative libertaire* sur [www.alternativelibertaire.org](http://www.alternativelibertaire.org)

**MAI 1981** Un gouvernement d'union PS+PCF arrive au pouvoir. Mis en confiance, le mouvement social est comme paralysé. La régression sociale commence quelques mois plus tard.

**MAI 1997** Le gouvernement de « Gauche plurielle » (PS+PCF +Verts+Chevènement) trahit toutes ses promesses, expulse les sans-papiers et privatise les entreprises publiques à tour de bras.

**MAI 2003** Des grèves éclatent pour lutter contre la casse des retraites par le ministre Fillon. La réforme mise en œuvre est le fruit d'un accord européen cosigné par le PS et l'UMP.

**2003** Au Brésil, la gauche arrive au pouvoir avec Lula. Comme en 1981 en France, le mouvement social est anesthésié. Répression contre les paysans pauvres, casse des retraites, autorisation des OGM.

# SEULE LA LUTTE PAIE

À quoi servent les campagnes électorales, puisque c'est le marché et le patronat qui ont toujours le dernier mot ? Pour changer le cours des choses, seule la mobilisation sociale paie.

## SERVICES PUBLICS : ON EST ENCORE DEBOUT !

Malgré que depuis vingt ans les gouvernements socialistes et gaullistes se soient évertués à démanteler les services publics et à brader au patronat privé leurs activités les plus rentables, la lutte pour la défense des services publics continue. **Les communes rurales et les quartiers populaires**, les plus touchés par leur disparition, sont les plus ardents à les défendre. Les mobilisations régulières des infirmier(e)s, des cheminot(e)s, des postier(e)s, des travailleuses et travailleurs de l'Éducation, sont dans l'intérêt des populations !



© Michel Galland

## LOGEMENT : RETOUR EN FORCE



© Gabriel Laurent

Alors que le logement devait être un des thèmes oubliés de la campagne électorale, c'est l'action des associations de lutte cet hiver qui a replacé cette question au centre de l'actualité, et a permis d'enregistrer quelques timides avancées sur la revendication du droit au logement opposable.

## POUVOIR D'ACHAT : N'ATTENDONS PAS LES PROMESSES ÉLECTORALES



© Sandrine 01

Alors que l'ensemble des salarié-e-s se plaignent de la régression du pouvoir d'achat, celles et ceux de l'usine **General Motors à Strasbourg** n'ont pas attendu les promesses électorales ou patronales pour réclamer leur dû : au bout d'une semaine de grève et de blocage, dans l'unité (jusqu'à 90 % de grévistes), la direction a lâché une augmentation de 75 euros et a renoncé à la flexibilisation des horaires.

## ANTIPATRIARCAT : SEULE LA MOBILISATION DES FEMMES PAIERA



© Alain Dostaler

En 1975, faut-il le rappeler, ce n'est pas l'action de Simone Veil qui a permis la légalisation de l'avortement, mais bien la mobilisation et l'action militante des femmes, qui ont fait plier un gouvernement d'hommes attachés à l'ordre moral et au contrôle du corps des femmes. Aujourd'hui c'est la **mobilisation contre les violences faites aux femmes** qui veut modifier profondément la structure patriarcale de la société et bouleverser les mentalités.

## ÉCOLOGIE : DÉSŒBÉISSANCE CIVILE SINON RIEN

Alors que le dérèglement climatique s'accélère, les gouvernements de droite comme de gauche ont démontré leur incapacité à s'opposer aux lobbies du nucléaire, des OGM, du pétrole, ou de l'automobile. Sans réaction de la part des peuples, c'est le marché qui continuera à dicter sa loi. Seule l'action directe des populations est en mesure de faire changer les choses. **La lutte pied à pied contre les OGM** nous en donne l'exemple.



Mais c'est aussi la lutte pour faire (enfin) **sortir la France du nucléaire**, alors que dans le reste du monde, tous les pays abandonnent tour à tour cette énergie extrêmement dangereuse, polluante et chère.

## SANS-PAPIERS : SOLIDARITÉ CONTRE LE RACISME D'ÉTAT

Alors que depuis vingt ans les gouvernements successifs Balladur, Juppé, Jospin etc. ont fait la chasse aux travailleuses et travailleurs immigrés, la population n'a pas attendu les prochaines promesses électorales pour se solidariser avec les sans-papiers. **Le Réseau éducation sans frontière (RESF)** l'a démontré, en créant un mouvement de masse prônant et pratiquant la désobéissance civile pour aider les familles traquées et menacées d'expulsion.



© France Leclerc

Et à **Modeluxe**, une blanchisserie industrielle de l'Essonne, la presque totalité des 160 salarié-e-s a fait grève cet automne pour exiger la réintégration et la régularisation de 18 collègues de travail sans papiers.

## RÉVOLTE CONTRE LA PRÉCARITÉ : LA PREUVE PAR LE CPE



© Gabriel Laurent

Depuis vingt-cinq ans, en dépit de leurs promesses, les gouvernements de gauche ou de droite ont créé des contrats précaires... sans jamais faire reculer le chômage ! **Les mobilisations du printemps 2006** contre la précarité ont démontré que les jeunes et les salarié-e-s étaient les mieux placés pour défendre leurs intérêts. On peut espérer que le même accueil sera fait aux contrats précaires que ne manquera pas d'inventer le prochain gouvernement, quel qu'il soit.



- Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*.
- Je m'abonne à *Alternative libertaire* (25 euros pour un an, 18,30 euros pour chômeurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).
- Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

NOM..... PRÉNOM..... TÉL.....  
ADRESSE .....